

ment—mais je regrette d'avoir à m'arrêter pour faire les multiplications.

**L'honorable M. Hayden:** Je pensais que vous les faisiez automatiquement.

**L'honorable M. McCutcheon:** Il en coûtera 134 millions de dollars. Le subside total n'est que de 110 millions de dollars, et aucun de nous ne contestera que ce subside est nécessaire, puisque nous l'avons adopté. Que veut faire le gouvernement à la population canadienne? Je vais vous le dire. Il essaie, comme d'habitude, de la tromper.

**L'honorable M. Choquette:** Bravo.

**L'honorable M. McCutcheon:** Et j'espère qu'il n'y parviendra pas. Voilà ce que le gouvernement essaie de faire. Dire que ce projet de loi sur la politique nationale des transports au Canada permettra aux chemins de fer d'entamer des négociations collectives utiles est absolument ridicule. Le gouvernement savait en novembre dernier, en fait il savait depuis qu'il est arrivé au pouvoir, qu'il ne peut pas y avoir de négociations collectives utiles entre les chemins de fer et les travailleurs tant que les taux de transport-marchandises sont bloqués. Maintenant ils disent: «Nous allons régler la grève». Ils auraient dû évidemment intervenir ou bien donner suite au rapport MacPherson il y a longtemps. Le rapport MacPherson a été publié, ou du moins le troisième volume du rapport a été publié en juin 1962. Le gouvernement dont j'avais l'honneur d'être membre a fait publier la mesure législative. Nous avons été battus. C'était la première semaine de février 1963. Le projet de résolution figurait au *Feuilleton*. Évidemment, le projet de loi n'a jamais vu le jour. Que nous a dit ce grand gouvernement?

Le discours du trône de 1963 le mentionnait-il? Pas du tout. On se préoccupait des soixante jours de décision; on attendait le budget de M. Walter Gordon. En 1964, le gouvernement annonça et rédigea un bill qu'il n'eut pas le courage de présenter.

**L'honorable M. Connolly (Ottawa-Ouest):** Ou l'occasion.

**L'honorable M. McCutcheon:** Vous avez eu de nombreuses occasions. J'ignore ce que vous faisiez si vous n'avez pas eu l'occasion.

**L'honorable M. Connolly (Ottawa-Ouest):** Il ne s'agit pas de ce que nous faisons.

**L'honorable McCutcheon:** Il s'agit de ce que vous avez provoqué. En 1965, le gouvernement n'a pas parlé du rapport. En 1966,

Et il présente maintenant ce bill parce qu'il se dit: «Mon Dieu, nous devons régler cette grève et nous devons trouver une solution—et la solution sera la soi-disant mise en œuvre du Rapport MacPherson.»

Les Canadiens devraient savoir que, même si ce bill est adopté au cours de la session et même si le gouvernement—mais le connaissant, j'en doute—nomme les 17 commissaires auxquels il songe et les met au travail, ce ne sera pas avant 1969 que les chemins de fer toucheront des profits et les Canadiens auront à déboursier entre-temps. Je ne dis pas que cette mesure est mauvaise, mais je tiens à ce que la population connaissent les faits.

Or, le gouvernement savait en novembre, décembre et février derniers qu'il ne pouvait y avoir aucune négociation collective utile. Depuis 1960, il n'y en a eu aucune entre les chemins de fer et les syndicats. Comment pourrait-il y en avoir vu le blocage des taux de fret? Et pourtant le premier ministre s'est levé à la Chambre des communes, d'après ce que j'ai lu dans les journaux, et on lui a demandé d'intervenir. On lui a demandé de faire ce que nous avons fait en 1960. On lui a demandé d'intervenir afin de prévenir la grève, et il a dit: «Non, nous croyons au principe des négociations collectives.» J'aime beaucoup le premier ministre comme personne, mais voilà une des déclarations les plus hypocrites que j'aie jamais entendues, car il sait qu'il ne saurait y avoir de négociations collectives fructueuses. J'ai bon espoir que si le projet de loi relatif à la politique nationale des transports est adopté, après avoir été modifié comme il convient, dans à peu près trois ans, nous aurons rétabli des négociations collectives utiles pour les syndicats dans le domaine des chemins de fer.

Je sais que mes collègues commencent à s'impatienter, et j'ai assez de notes ici pour parler encore une heure et demie.

**L'honorable M. Choquette:** Allez-y.

**L'honorable M. McCutcheon:** Non, je vais couper court.

Mon ami le sénateur O'Leary (Carleton) a dit quelque chose au sujet de l'inflation. Je dirai simplement qu'en dépit de tous les cris lancés, n'importe lequel de mes amis qui veut contrôler ce que je dis peut lire le résumé statistique de la Banque du Canada en date du mois d'août 1966, à la page 79, et y constater que l'indice des prix à la consommation avance à une allure qui n'a jamais été atteinte lorsque nous étions au pouvoir.

Je me souviens qu'en 1962 et en 1963 nous avons dévalué le dollar. Bien entendu, ce